



INSTITUT LIBÉRAL

Au service de la liberté

«Multinationales responsables»: le nouveau leurre anti-marchés

TIMO RAGER

BRIEFING. De nouvelles réglementations n'auraient pas les résultats escomptés et favoriseraient la fraude et la corruption.

Les problèmes sociaux et écologiques des pays émergents proviendraient avant tout de multinationales sans scrupules, selon certaines organisations d'entraide. La solution passerait, à leur avis, par l'introduction d'un droit de porter plainte et de demander réparation dans le pays du siège des entreprises, donc aussi en Suisse, si celles-ci, ou leurs filiales, devaient contrevenir à des normes internationales ailleurs dans le monde.

La proposition est problématique: les besoins réels des populations sur place seraient relégués au second plan et les nouvelles règles créeraient de nouvelles incitations à la fraude et à la corruption. On avantagerait la concurrence non occidentale si l'on évinçait les groupes européens de ces marchés par des réglementations internationales additionnelles en décalage avec les réalités locales. Or il est improbable que les entreprises non-occidentales soient plus attentives aux droits individuels et à l'environnement.

Sans les moyens techniques et financiers des multinationales, les perspectives sociales et environnementales seraient probablement beaucoup plus sombres pour les populations des pays concernés. Une comparaison avec les méthodes des petits prospecteurs miniers, risquées et inefficaces, permet de s'en convaincre. Pour maximiser leur utilité, les groupes devraient être libres de définir leurs priorités sociales et environnementales. Les ressources disponibles pourraient être investies dans des projets concrets, et non dans des documents d'autopromotion et dans la protection juridique découlant d'une réglementation démagogique inadéquate.

Lire le briefing:

[«Multinationales responsables»: le nouveau leurre anti-marchés](#)
(6 pages, PDF)

Novembre 2019

